

**Politiques tribales et nouveaux rapports de force
La tribu chenchu des Nallamalais**

E. Chavinier

Doctorante en Géographie
Université de Rouen - LEDRA

INTRODUCTION

L'objet de cette communication sera sans doute davantage de pointer des interrogations, des possibles devenirs, que d'établir les conséquences définitives des politiques de développement menées auprès d'une tribu de l'Inde du Sud. C'est que l'interventionnisme d'Etat est, dans le Nord des Nallamalais, tout nouveau. Toutefois, il est quelques éléments que nous pouvons d'ores et déjà établir.

Notre propos est de présenter les mécanismes de différenciation en cours au sein de la tribu. Différenciation qui est, naturellement, le fruit des modifications importantes du mode de vie des chenchu sous l'influence de la société englobante mais également de l'action de l'Etat en tant que tel. Et c'est de cela dont il s'agit ici.

Ce qui pose problème, c'est le principe même des politiques de discrimination positive. Si des débats houleux ont accompagné la décision de la mise en application des recommandations de la commission Mandal au début des années 1990 pour les OBC, les dispositions concernant les tribus n'ont suscité que peu de controverses. Et pourtant...

Nous montrerons que, pour ce que l'on en observe aujourd'hui, cette différenciation sociale autant que spatiale, induit de nouveaux rapports de force au sein même de la tribu comme dans ses relations avec les autres groupes.

Assistons-nous à une naissance de la hiérarchie, de la classe au sein de la tribu ? Peut-on y voir les prémises d'un éclatement de la tribu et de son identité ? Paradoxe certain puisque les politiques de développement tribal et le principe de la discrimination positive reposent sur une assignation identitaire.

I. QUI, QUOI, OU...?

Présentation rapide de la zone et du contexte.

Au cœur de notre question donc, les Chenchu, dernière tribu de chasseurs collecteurs de l'Inde péninsulaire, ont longtemps été les seuls habitants des Nallamalais, massif forestier montagneux du centre de l'Andhra Pradesh (Inde Centrale). Les Chenchu constituaient une société relativement égalitaire en ce que, essentiellement, la non-accumulation familiale des produits de la chasse et de la cueillette ne permettait ni des situation d'extrême richesse, ni d'extrême pauvreté (comme le supposait Tocqueville). Il n'existait pas davantage d'inégalité de statut, pas de clan hiérarchiquement dominant où de chef (le Peddamanchi) n'est qu'un représentant choisi par ses pairs.

Mais voilà, depuis une quarantaine d'années, d'autres populations, des tribaux comme les Lambada ou des castes d'éleveurs et d'agriculteurs (Golla notamment), ont investi massivement cette région jusqu'alors historiquement et culturellement isolée mais non enclavée. La forte pression démographique des régions périphériques des Nallamalais - plaines côtières millionnaires des deltas de la Krishna et de la Godavari à l'Est et plateau du Telangana au Nord et à l'Est - ont poussé ces populations d'agriculteurs et d'éleveurs à s'installer définitivement dans la forêt alors qu'ils n'y étaient traditionnellement que de passage (transhumance pendant la saison sèche).

Et il nous faut d'ores et déjà introduire de la distinction, une ligne de partage franche qui coupe la forêt en deux. Au nord, la zone à laquelle je m'intéresserai ici était placée sous l'autorité du Nizam alors qu'au Sud, en deçà de la Krishna, l'administration était assurée par la Madras Presidency qui a pratiqué une ingérence précoce dans les affaires tribales (par des regroupements villageois importants notamment)¹.

Les politiques de développement concernant les Chenchu du Nord sont en fait relativement récentes. On peut les dater avec quelque précision : c'est l'anthropologue Christopher Von Furer Haimendorf qui, conseiller auprès du Nizam pour les affaires tribales, a commencé dans les années 1940 à forger des plans de développement et les a fait appliquer. C'est dans le domaine de l'éducation que son influence est la plus grande. Mais son action est tributaire des difficultés de transport, de l'isolement de certains groupes : les mesures

¹ Madra Précidency très en avance dans le domaine de *l'affirmative action* et des discriminations positives puisque des quotas sont établis dès 1921 avec la promulgation des GO's. Il s'agissait de remédier à une situation où les Brahmanes représentant 3% de la population occupaient la quasi-majorité des postes dans l'administration. Il va sans dire que de telles mesures auront bien peu d'influence sur les Chenchu du sud des Nallamalais.

engagées ne bénéficient qu'aux villages les moins inaccessibles à l'époque. Nous y reviendrons.

Les mesures actuelles en faveur des Chenchu.

Toutes ces politiques ont en commun un objectif de lutte contre la pauvreté, un rattrapage. On peut distinguer grossièrement trois volets dans l'éventail des politiques mises en place en faveur de la tribu : d'une part les actions en faveur des plus pauvres; d'autre part les politiques de développement spécifiques à la population chenchu, lancées dans le cadre d'une agence tribale; enfin, strictement, les mesures de discrimination positive (auxquelles les Chenchu ont droit en tant que ST¹).

Je n'aborderai pas ici l'action des ONG très nombreuses sur la zone bien qu'elles disposent le plus souvent de subsides gouvernementaux. Elles mènent des actions très diverses dans le domaine de la formation, de la gestion de la ressource forestière ou de l'aide à l'organisation des "Self Help Groups"...

La lutte contre la pauvreté se déploie sur deux fronts majeurs dans cette zone nord des Nallamalais. Il s'agit du programme d'aide alimentaire qui met à disposition des porteurs de cartes des produits de première nécessité (riz, kérosène) à prix réduit dans les "Fair Price Shop". Par ailleurs, le programme "Food for Work" a pour cible les chômeurs des zones rurales. On y propose une rétribution en grain (débris de riz !) en échange d'une participation à des travaux d'aménagement d'intérêt collectif. Il apparaît que ces programmes très actifs dans la région et qui ne souffrent pas de dysfonctionnement particuliers, ne sont que des mesures d'urgence. Elles n'assurent pas un accès au capital qui permettrait à ces populations d'investir.

Les initiatives de développement mises en place par l'agence tribale de Sri Sailam (ITDA) consistent principalement en l'installation d'écoles réservées aux Chenchu. Leur succès est mitigé: il dépend beaucoup de l'instituteur en place et/ou de la personnalité de l'officier en place à Sri Sailam. La continuité, la pérennité des initiatives n'est pas un mince problème.

Les politiques de discrimination positives rentrent dans le train de mesures lancées dès la mise en place de la constitution pour favoriser la justice sociale. Le principe compensatoire repose sur la reconnaissance de disparités sociales et de leurs bases historiques. Il s'agit de rétablir une égalité des chances en faveur des catégories "arriérées" (backward classes)

¹ ST, soit Scheduled Tribes, qu'il paraît avantageux de traduire par Tribu Prioritaires, en ce que le principe est très semblable aux ZEP et autres ZUP françaises. (je reprends ici une suggestion faite par le traducteur de l'article de N.B. Dirks, "Différences et discrimination – La politique des castes dans l'Inde post-coloniale", Annales HSS, mai-juin 1997, n°3.

définies selon un critère de caste. Elles consistent en des sièges réservés pour la représentation politique et des quotas dans l'éducation et les emplois publics.

Il existe une différence majeure et essentielle entre les formes de discriminations positives (soit, finalement, toutes les formes d'aides catégorielles) qui concernent l'ensemble d'une communauté et celles qui ne concernent que certains des membres de cette communauté (emploi par exemple). Ces politiques de lutte contre la pauvreté favorisent à des degrés divers la fragmentation des groupes bénéficiaires en groupes d'intérêts rivaux.

II. FORCES CENTRIFUGES.

Contrairement à la situation au Jharkhand telle qu'elle est décrite par Corbridge, il n'existe pas dans les Nallamalais d'élite, ou de classe moyenne préexistante à la mise en place des politiques de développement et en particulier des quotas. Avec l'interventionnisme d'Etat c'est la distinction qui désormais fait sens et aussi, d'une certaine façon la hiérarchie. En effet, les aides, quelles qu'elles soient n'ont pas bénéficié à tous.

L'un des premiers éléments moteurs de la différenciation socio-économique au sein de la tribu a été le facteur géographique. Les toutes premières mesures favorisant l'éducation ont été menées sur le Upper plateau et à Mananur. C'était la zone sur laquelle le Pr. Haimendorf (dont on a vu le rôle auprès du Nizam) avait effectué ses recherches. C'était aussi à l'époque la zone la plus accessible, puisqu'elle courait le long de la route de pèlerinage menant à Sri Sailam. Or, la situation est très différente aujourd'hui. Si Mananur est bien restée un nœud de circulation, le Upper plateau est désormais très enclavé. La route qui mène à Sri Sailam ne passe plus par cette zone du plateau dont les Naxalites ont fait un de leurs bastions. L'accès en est donc devenu très difficile et la poursuite des actions de développement est compromise alors qu'elles étaient ici fortement engagées. Les premiers Chenchu éduqués à avoir bénéficié d'emplois réservés venaient de cette zone. Ce n'est plus du tout le cas aujourd'hui, et cette zone est en phase de repli. Mananur par contre, reste très en avance, y compris par rapport au reste de la zone du nord des Nallamalais. Et se pose par là même le problème de l'unité du territoire Chenchu dans une tribu qui fonctionne sur le mode du réseau et de la relation de proche en proche par les mariages. Mananur qui faisait le lien entre le Upper plateau et la zone de l'est semble se déconnecter sensiblement de l'ensemble du réseau, cassant des liens ténus.

Le problème est rendu plus aigu encore par un amoindrissement de la circulation des individus et par la concentration des activités dans les villages. L'attribution des aides à l'échelle villageoise a sans doute favorisé un processus dérivé du changement des activités des Chenchu : de la cueillette vers l'agriculture. Alors que les droits sur la forêt étaient traditionnellement ouverts pour un individu tant par la lignée patrilinéaire que par la lignée matrilinéaire, la possession de la terre fixe bien davantage les individus dans un village (même dans un contexte de réserve foncière importante). Et c'est toujours l'échelle villageoise qui est privilégiée pour la distribution des aides : les Ration Cards sont rattachées pour chaque individu à une boutique bien précise.

De plus, c'est l'unité villageoise qui est la cellule de base des aides de l'agence tribale. Ceci est parfaitement logique dans le cadre d'une politique principalement axée sur l'éducation.

C'est ici qu'intervient un autre élément important dans la compréhension des mécanismes actuellement en cours au sein de la tribu. Ils ont été à maintes reprises décortiqués dans d'autres contextes. Il s'agit de la montée de nouvelles élites. Alors que le Peddamanchi n'avait qu'un faible pouvoir de porte parole, les représentants de la communauté villageoise auprès de l'ITDA prennent de jour en jour plus d'importance. Ce sont eux qui diffusent les modalités des nouveaux programmes d'aide lancés par l'agence. Et leur pouvoir s'affirme de plus en plus parce que ce sont souvent les seuls adultes éduqués.

Par ailleurs, les élites économiques, celles qui ont obtenu des emplois réservés – dans le domaine de l'éducation à quelques exceptions près – sont de peu de poids dans la vie locale. Ce sont de perpétuels absents, leurs emplois n'étant pas localisés sur la zone. Il ne peuvent pas équilibrer le pouvoir montant des responsables de village.

L'autre facteur majeur de la différenciation socio-économique a tout simplement été le succès des politiques de "rattrapage" auprès des Chenchu. L'intérêt bien compris des Chenchu est de suivre les politiques menées et de profiter au maximum des opportunités offertes. Il n'existe pas de volonté d'un mode de vie traditionnel, les retours à la forêt sont extrêmement rares. Un élément parmi d'autres révèle la compréhension du fonctionnement même de la société contemporaine par les Chenchu. Leurs ambitions pour le futur : pas plus de terre, ni d'irrigation, pas d'exploitation de la forêt ou même de simples emplois salariés en ville; ils espèrent que leurs enfants, tous scolarisés, deviendront fonctionnaires.

Mais se posent dès aujourd'hui des problèmes de saturation. L'offre est d'ores et déjà comblée par les contingents de jeunes diplômés Lambada alors que les premières générations de Chenchu éduqués en masse ne sont pas encore sortis des écoles.

Se pose donc à très court terme le problème d'une concurrence d'une part entre ST (nous y reviendrons) mais également entre les diplômés de la tribu. C'est-à-dire, finalement, entre ceux qui ont les moyens d'être informés ou même d'acheter leur recrutement (parce qu'ils ont déjà pu bénéficier d'emplois réservés et peuvent se permettre d'emprunter des sommes importantes) et ceux qui ne le peuvent pas.

Il est à craindre que seuls ceux qui appartiennent au dessus du panier (la "creamy layer") bénéficient à l'avenir des emplois réservés¹. D'autant que les mécanismes de solidarité ne sont en rien automatiques à l'échelle de la tribu. Lorsqu'ils interviennent, c'est toujours dans le cadre de la famille la plus proche.

Les perspectives d'avenir restent bien médiocres pour les Chenchu : les emplois réservés sont en nombre limité et les Chenchu sont bien mal placés pour les obtenir. La concurrence est farouche avec d'autres tribus sur la zone même des Nallamalais. Une fois que la nouvelle génération va sortir diplômée de l'école (d'ici moins de 5 ans), que va-t-elle devenir ? En dehors même de ces emplois réservés, les perspectives d'emplois salariés sont très restreintes. D'autant que les Chenchu sont très loin d'avoir bonne presse...

III. FORCES CENTRIPETES

Il n'y a dans les Nallamalais ni *adivasi* ni *diku*, mais des Chenchulu, Lambadolu, Turku, Gollalu... Bref, il n'existe aucune assignation qui dépasse les limites de la tribu ou de la jati². Si le nom de la tribu est encore porteuse de sens, c'est que l'identité chenchu a encore un poids réel, malgré les forces centrifuges qui s'exercent. La reconnaissance sociale passe encore majoritairement par l'identité de groupe.

En tout cas, le groupe Chenchu fait sens vis-à-vis de l'extérieur en tant que tel, et il véhicule son lot de représentations, plus ou moins justes. On présuppose l'homogénéité de ces groupes en écrasant des différences internes pour mieux affirmer la distance qui existe entre

¹ C'était d'ailleurs les craintes d'un Ghurye qui était certes d'accord avec le principe d'une politique exceptionnelle de réservation (et donc, de fait, de discrimination) dans la mesure où celle-ci était provisoire. Les craintes de Ghurye se sont révélées fondées : une fois sur les rails, il est difficile de stopper le système des quotas.

² Exception notable des intouchables qui ont adopté la catégorie de SC. Elle est sans doute moins chargée de sens que leur propre nom de groupe, en particulier vis à vis des étrangers qui viennent faire des enquêtes.

les Chenchu et les autres. Ce processus est à la base même des politiques de discrimination positive qui reposent sur une assignation identitaire. Ceci est d'autant plus vrai chez les tribaux que la volonté de l'Etat (et en tout premier lieu des gouvernements ayant suivi l'indépendance) était de privilégier la préservation d'une identité distincte pour les tribus et, à l'inverse, de favoriser l'assimilation des castes prioritaires. Cette dimension repose en grande partie sur le débat anthropologique de la classification des tribus. Haimendorf et Verrier Elwin insistent sur les identités sociologiquement séparées des tribaux. A l'inverse de Ghurye qui affirme que les tribus étaient "parfaitement intégrées dans les castes de la société indienne." Des deux, c'est la première des deux versions qui a prévalu, en partie parce qu'Elwin joua un rôle de premier plan dans la politique en faveur des tribus mise au point par Nehru. Si la notion de continuum lancée par Ghurye avait été plus écoutée les choses seraient sans doute quelques peu différentes aujourd'hui.

Quoiqu'il en soit, la tribu chenchu est bien vue de l'extérieur comme ayant une identité propre très différente de celle de ces voisins. Les administrateurs, les missionnaires insisteront sur le côté primitif d'un groupe qui, il est vrai, pratique encore la chasse et la cueillette. Ils mettront en avant leur action dans le domaine de la préservation de ce groupe. Au contraire, les autres groupes locaux rappellent à qui veut les entendre que les Chenchu ne sont qu'un groupe d'alcooliques et d'assistés, ce qui n'est pas faux non plus.

Alors que le principe d'égalité qui prévalait à l'intérieur de la tribu disparaît, remettant en cause, semble-t-il, l'unité même de la tribu, les revendications portées par ceux qui agissent politiquement sont faites au nom même de la tribu. L'affirmation de l'ethnicité est sans aucun doute un levier politique de mobilisation et de revendication beaucoup plus efficace (en Inde ou ailleurs) que le simple constat de la pauvreté par exemple. On se place à l'origine comme des victimes.

Mais les Chenchu sont peu nombreux. Ils ne forment pas une masse suffisamment importante pour que leur ralliement à tel ou tel parti soit un enjeu, même à l'échelle locale. Ils n'ont donc aucun moyen d'obtenir quelque promesse que se soit par ce biais. Ils ne sont pas suffisamment bien organisés, non plus, pour se constituer en lobby comme ont pu le faire avec succès les Lambada. L'obtention du statut de ST par ces derniers dans le milieu des années 1970 ne s'est pas fait tout seul...

La compétition entre Chenchu et Lambada, si elle ne se fait pas encore nettement sur le terrain politique, existe bel et bien. Je ne prendrai que deux exemples mais ils me semblent particulièrement significatifs parce qu'ils touchent aux symboles.

- Les Lambada bénéficient d'ores et déjà de tous les avantages réservés aux ST. Ils souhaitent désormais pouvoir jouir des mêmes prérogatives que celles des Chenchu sur la forêt. En effet, la vente de produits de la forêt auprès d'une agence d'Etat à prix fixes était par le passé clairement réservée aux Chenchu. Aujourd'hui, la situation est bien moins claire. Le flou est tel que les acheteurs me donnent le plus honnêtement du monde des versions contradictoires. La majorité des chenchu eux-mêmes est gagnée par le doute : les Lambada ne bénéficient-ils pas de ce même privilège en tant que ST ? D'autres, quand même, se font le plaisir de m'expliquer les trafics de cartes de vendeurs autorisés...

- Autre exemple très symbolique. Il consiste en l'éviction somme toute très rapide (moins de 10 ans) des Chenchu de toute action rituelle autour du culte à Hanuman au temple de Maddimadugu. Les Chenchu ont progressivement été repoussés jusqu'à ne plus contrôler aujourd'hui que l'autel dédié à Maïsamma¹. Il est douteux que le mécanisme aille aujourd'hui plus loin. Mais la dépossession est d'autant plus sensible que le temple d'Hanuman prend aujourd'hui de l'ampleur...sous l'impulsion des Lambada. Le pèlerinage bisannuel (cousin de celui de Tirupati) qu'ils ont lancé, est de plus en plus suivi.

Mais, malgré tout, les Chenchu ne partent pas perdants d'office. A l'échelle villageoise on assiste semble-t-il à un véritable réveil des ambitions politiques chenchu. La meilleure preuve en est aujourd'hui l'exigence des Lambada d'obtenir des "revenu village" séparés, correspondant à leur tanda pour lesquels ils seraient certains d'obtenir des mandats politiques. En effet, même si la quasi-totalité des sièges de Sarpanch et autres MPTC sont réservés aux ST (hommes ou femmes), et que les Lambada sont bien plus nombreux que les Chenchu, les Lambada sont aussi très divisés et l'on assiste à de véritables luttes fratricides. Il est vrai aussi, qu'en dehors du "monde tribal", les Lambada ont su provoquer de fortes inimitiés.

¹ Déesse protectrice des hommes et des troupeaux lorsqu'ils se rendent dans la forêt. Les pasteurs Golla lui font en particulier des offrandes lors de leur migration annuelle avant leur entrée dans la forêt.

CONCLUSION.

Nous l'avons vu, les politiques de développement initiées auprès de la tribu Chenchu entraînent des conséquences semblables à celles rencontrées dans d'autres zones tribales de l'Inde. La particularité des mécanismes de différenciation enclenchés ici consiste sans doute en leur rapidité.

Avec l'élargissement du spectre des situations socio-économiques - une part importante de la tribu connaît en effet une dégradation considérable de ses conditions de vie (paupérisation, alcoolisme, perte des savoirs...) alors que l'on assiste à l'émergence d'une élite - la tribu connaît une crise de son identité. Situation paradoxale alors même que les politiques de discrimination positive reposent sur le principe de l'assignation identitaire et de l'homogénéité des populations tribales.

C'est peut-être aujourd'hui sur le mode des revendications politiques que la tribu peut envisager un maintien d'une identité affirmée plutôt que subie.

BIBLIOGRAPHIE INDICATIVE.

- ASSAYAG, J. (2003), "la caste entre histoire et anthropologie. Le "grand jeu" interprétatif. *Annales HSS*, n°4, juillet - août, pp. 815-830.
- BOLTANSKI, L. (1982), *Les cadres. La formation d'un groupe social*. Paris, Editions de Minuit.
- CARRIN, M. (1997), "Les tribus de l'Inde : replis identitaire et mouvements insurrectionnels". Introduction" In Ch. Jaffrelot (ed.), *L'Inde contemporaine de 1950 à nos jours*. Paris, Fayard, pp. 421-440.
- CARRIN, M. & JAFFRELOT CH. (2002), "Introduction" in Id., eds., *Tribus et basses castes. Résistance et autonomie dans la société indienne*. Purusartha 23, Paris, EHESS.
- CORBRIDGE, S. (2000), "Competing Inequalities : The Scheduled Tribes and the Reservation System in India's Jharkhand", *The Journal of Asian Studies*, 1, février, pp. 62-85.
- DIRKS, N. B. (1997), "Difference et discrimination. La politique de la caste dans l'Inde post-coloniale", *Annales HSS*, n°3, mai - juin, pp. 593-619.
- GALEY, J.C. (1986), "Les angles de l'Inde", *Annales ESC*, 5, sept.-oct., pp. 969-998.
- HEUZE, G. (1993), *Où va l'Inde moderne ? L'aggravation des crises politiques et sociales*. Paris, L'Harmattan.
- LEVY, J. (1994), *L'espace légitime. Sur la dimension géographique de la fonction politique*. Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques.
- POUTIGNAT, P. & STREIFF-FENART, J. (1995), *Théories de l'ethnicité*. Paris, PUF.
- RETAILLE, D. (1997), *Le monde du géographe*. Paris, Presses de Science Po.
- SAGLIO-YATZIMIRSKY, M.-C. (1999), "La pauvreté en Inde : une question de caste ?", *Cultures et conflits*, n°35.
- SEN, A. (2000), *Repenser l'inégalité*. Paris, Seuil.
- SOUCAILLE, A. (2002), "Une question de point de vue : dialectique de la tribu dans l'Inde contemporaine". In M. Carrin & Ch. Jaffrelot (eds.), *Tribus et basses castes. Résistances et autonomie dans la société indienne*. Purusartha 23, Paris, EHESS.
- VINSONNEAU, C. (2002), *L'identité culturelle*, Paris, Armand Colin.